

Vers la disparition des cultures fruitières au Burundi ?

Un drame national sous silence !



Les maladies des arbres fruitiers se propagent à une vitesse alarmante, laissant derrière elles un paysage dévasté et des pertes incommensurables pour notre pays. Les provinces de Rumonge, Cibitoke et Bujumbura, au cœur de la région de l'Imbo, sont les plus durement touchées. Les autres provinces sont également progressivement envahies, en particulier dans les communes comme Busiga, Ndava, Nyabihanga et Gitega dans lesquelles diverses organisations dont ADISCO ou ADIP font la promotion des fruits.

1. Un décor apocalyptique

Dans les vastes étendues de l'Imbo, le cœur de la région fruitière du Burundi, des champs autrefois luxuriants sont maintenant frappés par des maladies presque incurables. Ces dernières s'attaquent principalement aux tiges, aux feuilles et aux fruits, détruisant impitoyablement les espoirs des



agriculteurs. Les fruits, autrefois abondants, sont maintenant produits en quantité réduite sinon annihilés, avec de graves conséquences sur la qualité de la nutrition, mais aussi sur les revenus. La plupart des producteurs de fruits affirment que les mandariniers, les pruniers de japon, les orangers, les avocatiers, les citronniers et les manguiers sont les plus touchés par les maladies depuis mai 2021.

Bigirimana Emmanuella, habitant de la colline Vuma, s'exprime sur le sujet : « Nous sommes complètement désespérés. Le long de la route Bujumbura-Rumonge, les mandariniers et les orangers

hier d'un vert reluisant sont aujourd'hui en train de dépérir et couverts d'une noirceur terrifiante. La récolte attendue en avril-mai, sera quasi nulle. Nous demandons à l'ISABU de mener des recherches pour déterminer la cause de ces maladies et nous proposer des solutions adéquates. ».

Le drame selon les dernières informations est que les cultures vivrières, y compris le haricot, notre nourriture de base seraient frappés.

Les producteurs des fruits lancent un cri d'alarme. Selon eux, si rien n'est fait, ils n'auront plus de fruits dans les années à venir. La colline de Muhweza, autrefois riche en fruits de différentes espèces tels que les oranges, les mandarines, les avocats et les citrons est particulièrement touchée. Comme le signale Patrice Nkurikiye, propriétaire de manguiers sur la colline de Muhweza, en province de Bujumbura, les orangers et les mandariniers ont progressivement disparu. *« Notre terre semble avoir été attaquée par une maladie que nous n'arrivons pas à identifier. Même les manguiers qui résistaient commencent à être touchés par une maladie que nous ne connaissons pas. Bientôt, ils disparaîtront, avec de nombreuses conséquences pour les producteurs, les femmes revendeuses, les consommateurs et même l'Etat qui perdra une part des taxes »*, déplore Nkurikiye.



Figure 1: photo de haricot attaqué par la mouche blanche, prise dans le champ de Nduwimana Jeannette, sur la colline Mirama, zone Mubuga de la commune Gitega.

2. Les vecteurs de la maladie ?

La mouche blanche est un fléau bien connu pour de nombreuses cultures. Connue également sous le nom d'aleurode, une petite créature, insecte qui provoque d'immenses dégâts dans les jardins et les plantations. Cet hémiptère, mesurant à peine 2 mm de long, se déplace aisément entre les végétaux grâce à ses ailes blanches. Lorsqu'elle se pose sur une plante, un véritable nuage blanc se forme autour d'elle, se dissipant seulement quelques instants plus tard. Ce sont des insectes qui se reproduisent à une grande vitesse et s'attaquent à un grand nombre de végétaux. Les mouches blanches se repaissent de la sève des plantes en les piquant, affaiblissant ainsi ces dernières et laissant derrière elles des taches noires de fumagine sur lesquelles s'installent des champignons qui aggravent la maladie ¹

Marc Rwabahungu, résident du quartier 9 de Ngagara, témoigne avec amertume : *« Les précieux plants fruitiers, qui embellissaient mon domicile, ont été impitoyablement attaqués par de cochenilles blanches, cela remonte à l'année 2020. Malgré les efforts pour les traiter à l'aide de produits phytosanitaires, la recrudescence de ces parasites a temporairement diminué, avant de revenir en force, pour envahir sans pitié tous mes arbres fruitiers. Elles ont totalement dévasté les citronniers avant de se propager insidieusement aux autres plantes, telles que le manioc, les colocases, le maïs, les cannes à sucre, et bien d'autres. ».*



¹ [Copilot avec GPT-4 \(bing.com\)](#)

3. Les conséquences des ravages

Du point de vue économique, la fruiticulture joue un rôle très important dans l'économie paysanne qui est en train de s'écrouler au vu et au su de nous tous. Il n'existe en effet aucune culture qui puisse rapporter autant d'argent que les cultures fruitières.

Comme en témoignent certains producteurs, les pertes sont énormes. *Nduwimana Bosco expose les*



siennes : «J'habite sur la colline Rumbaga, en commune Busiga. Je dispose d'un champ de pruniers du Japon d'une superficie de 10,5 ares. La moitié de ces pruniers se trouve actuellement en phase de récolte pour la deuxième année consécutive, tandis que l'autre moitié, pour la première fois est à l'étape de floraison. Hélas, la mouche blanche a engendré des conséquences désastreuses sur mon économie, une perte alarmante. L'année précédente, j'avais récolté l'équivalent de 3 290 000 Fbu pour cette première moitié de mes pruniers déjà attaqués, avant que la situation ne s'aggrave. Pour cette deuxième récolte, si ce n'était pas cette mouche blanche, j'aurais pu récolter au moins 4 500 000 Fbu pour les pruniers du Japon, mais je crains désormais de n'obtenir qu'entre 1 500 000 et 2 000 000 Fbu, ce qui représente une perte de plus de 2 500 000 Fbu, soit un total de plus de 5 000 000 Fbu pour

l'ensemble de mon champ. Pire !j'ai débloqué une somme considérable pour l'achat de produits phytosanitaires qui se sont révélés inefficaces. 612.000 Francs d'août 2023 à mars 2024 et 486.500 francs pour la période d'août 2022 et juillet 2023.

Bahishimana Théogène, un producteur et moniteur agricole sur la colline de Gabiro-Ruvyagira, de la commune Rugombo, dans la province de Cibitoke, estime que ses 3 hectares de manguiers risquent de perdre 30 sacs de mangues pourries, une perte totale de 4 500 000 Fbu pour une seule saison si l'on sait qu'un sac coûte environ 150 000 Fbu le sac.



Devant des pertes ainsi catastrophiques, pouvons-nous rester les mains croisées ?

Tenez: un avocatier peut produire annuellement jusqu'à 500.000 francs burundais, un hectare de prunier du japon plus de 15 millions de francs, un hectare de manguiers jusque 30 millions de Francs (cfr article : [Bienvenue sur adip-burundi / ArticleDe Nyambye à Kumatafari, les périples de la petite mangue!](#))

Le corollaire est immédiat : la production des fruits est sensiblement réduite et les prix ont explosé : un avocat qui coûtait 500 Fbu a doublé de prix sur le marché de Burambi ou de Ku Magara. Un autre producteur de Ku Magara nous a révélé qu'un tas de 5 mangues qui coûtait 1000 Francs en début 2023 se vend actuellement à 5000 Fbu. On ne peut pas confirmer que cela est exclusivement dû à ces maladies, mais certainement qu'elles contribuent à cette hausse de prix.

Les mandarines et les oranges disparaissent progressivement. Un paysan qui avait auparavant 50 mandariniers se retrouve avec seulement 20 plants, et en prime atteints de maladies. Il y a un risque de disparition totale des fruits dans quelques années et comme on va prélever des greffons sur ces arbres malades sans le savoir, la chaîne de transmission va se pérenniser.

On s'achemine inlassablement vers la disparition des arbres fruitiers si des mesures fortes ne sont pas rapidement prises.

La plupart des ménages ne parviennent pas à évaluer les pertes engendrées par cette calamité en



termes monétaires, mais soulignent que leur alimentation est aussi impactée. Alors qu'ils jouissaient de fruits frais tout au long de l'année, sans rien dépenser, ils tendent aujourd'hui à abandonner leur consommation avec de graves conséquences sur leur alimentation. Vive les carences en vitamines et sels minéraux ! On n'oubliera pas les milliers de femmes urbaines qui survivent grâce à la vente de ces fruits comme nous l'avons si bien décrit dans l'article cité ci-dessus. Au niveau national, le Burundi est bien connu pour être le principal fournisseur de fruits aux pays voisins comme la RDC, le Rwanda et la Tanzanie.

D'après les bulletins statistiques de l'OBR recueillis sur leur site, les exportations des fruits rapportent près de 500 millions de francs bu par trimestre, soit un total de 2 milliards par an, un montant très largement sous-estimé, l'essentiel des fruits étant exportés au travers de canaux informels.

Plusieurs articles indiquent qu'il s'agit d'un secteur très porteur dont les revenus pourraient être au minimum décuplés. (<https://burundi-eco.com/le-secteur-fruit-un-potentiel-dans-les-produits-dexportation>)

4. Quelles pistes de solution ?

Les traitements chimiques

Tout naturellement, les producteurs de fruits se sont précipités sur les traitements chimiques, mais sont fortement découragés comme évoqué ci-dessus. Chaque agronome y a mis du sien en combinant un insecticide et un fongicide.

Type de produit phytosanitaire (nom commercial)	Prix (référence de la pharmacie agronomique à Rumonge)
1. Rocket	6 000 Fbu pour un flacon de 100 ml.
2. Cyperméthrine	5 000 Fbu pour un flacon de 100 ml.
3. Dudu Fenos, Dudu acelamecte, supa dudu	5 000 Fbu pour un flacon de 100 ml.
4. Ridomyl	40 000 Fbu le kg
5. Dimethoate	80 000 Fbu le litre
6. Iron	36 500 Fbu le litre

Les producteurs de la zone Kizuka déplorent l'inefficacité de ces produits malgré des pulvérisations répétées.

D'après Ferdinand, l'agronome communal de Rumonge, les maladies des plantes sont devenues actuellement plus résistantes et il faut s'adapter. Il propose de pulvériser d'abord de savon en poudre de type OMO, avant d'utiliser des insecticides comme Rocket, dimethoate, cyperméthrine, ou doudou combiné avec un fongicide comme le Ridomyl. Le savon aide à fixer les produits phytosanitaires. L'opération doit être répétée tous les 10 à 15 jours.

Vous l'aurez donc compris, de tels fruits inondés de produits chimiques sont très dommageables pour la santé humaine et l'environnement. Pour les entrepreneurs agricoles qui vivent de ce métier, le choix semble clair, à l'instar des paysans européens qui ont fait le choix de dénoncer le pacte pour une agriculture moins polluante (Green deal). Ce qui laisse songeur ! Le consommateur n'a qu'à crever pourvu que le business de l'agrochimie continue à rapporter quelques milliards en complicité avec des agriculteurs sans alternatives.

Il est à craindre néanmoins que cet empoisonnement collectif ne produise guère les effets escomptés, y compris sur le moyen terme. En effet, plusieurs plantes sauvages comme le croton, sont également appréciées par ces ravageurs, à l'instar de cette photo prise dans le jardin de Deogratias NIYONKURU à Gihosha. Lors des pulvérisations, les insectes se réfugient dans ces arbres, attendent quelques jours et reviennent encore plus affamés, quand la rémanence du produit aura diminué. De nombreuses fleurs servent également de refuges à ces bestioles.



Lutte biologique

Madame Goreth Itangishaka, Directeur en charge de la protection des végétaux au Ministère de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Élevage (MINEAGRIE) explique qu'il existe des alternatives plus efficaces que les produits phytosanitaires. Selon elle, « *l'intervention de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) en collaboration avec les services du MINEAGRIE a eu un impact positif dans les provinces de Kirundo et Muyinga. Des parasitoïdes (des parasites qui s'attaquent aux parasites ravageurs des plantes) ont été utilisées durant la campagne 2022-2023 pour lutter contre les cochenilles farineuses du manguier. La FAO a aussi appuyé le MINEAGRIE pour lutter contre les mouches des fruits avec les pièges à para phéromones. Des essais ont été réalisés sur la colline Mwange à Rumonge et se sont avérés efficaces* ».

L'intérêt de la lutte biologique est bien connu des agronomes. Elle permet d'éviter l'utilisation des insecticides nocifs pour la santé et l'environnement et réduisent ainsi les risques liés à la résistance aux produits chimiques, ce qui est le cas actuellement pour ces ravageurs des plantes presque partout au Burundi.

Voici les ennemies (parasitoïdes) naturels à utiliser :

- Delphastus pusillus : cette coccinelle se nourrit des œufs, des larves et des adultes.
- Amblydromalus limonicus : cet acarien lutte également contre les thrips.
- Macrolophus caliginosus : cette punaise est une vraie prédatrice des mouches blanches.
- Encarsia formosa : cette guêpe chasse également des parasites.

Les autres méthodes sont :

- L'utilisation des insectes prédateurs tels que les guêpes et les agents pathogènes.
- Planter des cultures antagonistes qui repoussent les insectes nuisibles.
- Disposer des pièges à aleurodes. etc.

Si les luttes non chimiques (et en particulier biologique) sont séduisantes, elles nécessitent une bonne maîtrise de la technologie et qui n'est pas toujours disponible. La Direction de la protection des végétaux aurait réalisé des lâchers de parasitoïdes dans le quartier Gishosha en mairie de Bujumbura,

mais aujourd'hui, c'est la désolation. Tous les arbres fruitiers sont gravement attaqués et les gens sont revenus à des pulvérisations de plus en plus intensives.

5. Les efforts des autorités publiques

Les pouvoirs publics et les partenaires au développement doivent prendre en main cette question cruciale. C'est un combat essentiel qui impacte l'économie des ménages et du pays, ainsi que la nutrition de toute la population.

Le MINEAGRIE, à travers la direction de la protection des végétaux a surtout sollicité l'appui de la FAO, mais nous sommes loin de voir la sortie du tunnel et peu de producteurs rencontrés sont au courant de cette démarche. La directrice en charge de la protection des végétaux au MINEAGRIE nous a répondu en ces termes : *«Nous pourrions solliciter à nouveau l'aide de la FAO afin qu'elle apporte son assistance à travers ces méthodes (de lutte biologique) plus efficaces dans les régions très vulnérables. Nous sollicitons également toutes les parties prenantes dans la lutte contre ces parasites nuisibles aux cultures fruitières dont les manguiers, les orangers, les pruniers, les mandariniers et autres. Et de poursuivre... Des parasitoïdes sont en train d'être multipliés par les services de recherche de l'ISABU. Nous tranquillisons la population car des lâchers seront faits dans d'autres régions où s'observe la présence des cochenilles farineuses du manguiers. On soupçonne également l'apparition des cochenilles farineuses du citronnier. Le Centre International de l'Agriculture et de la Bioscience (CABI) a entrepris des analyses. Une fois son apparition confirmée, on fera comme pour les manguiers, en utilisant des parasitoïdes appropriés.»*

Malgré la bonne volonté du Ministère, un tel discours trahit un manque criant de moyens, mais aussi un système de remontée de l'information qui nécessite d'être amélioré. C'est une évidence, comme l'ont montré les photos prises chez plusieurs paysans que les agrumes (citronniers, orangers, pamplemoussiers, etc.) sont déjà très durement touchés et même plus gravement que les manguiers.

Si l'on demande aux agronomes locaux pourquoi ils ne déclenchent pas la sonnette d'alarme, ils évoquent le manque de décentralisation de la décision, le manque de moyens de déplacement ou du carburant de sorte que leur présence sur le terrain est extrêmement limitée. Explications fallacieuses, fuite en avant ou dure réalité devant une situation aussi dramatique ! Difficile de trancher.

Ils sont donc cloués au bureau et assistent impuissants aux plaintes des agriculteurs désespérés, qui viennent crier leur misère et qu'ils renvoient aux pharmacies. Malheureusement, ces dernières sont extrêmement rares et les produits souvent vendus par des employés dont les connaissances sur la question sont lacunaires sinon nulles.

Les pouvoirs publics doivent agir avec détermination en adoptant des mesures rigoureuses et en mettant en place des stratégies efficaces. Mais aussi, l'implication de toutes les parties prenantes, y compris des partenaires en développement, est essentielle pour réussir ce combat.

La situation est vraiment dramatique et exige que des mesures urgentes soient rapidement prises. La situation n'a d'égale que la peste des petits ruminants (PPR) qui a mobilisé des moyens importants du pays et des partenaires. Ne devrait-on pas y investir les mêmes ressources ? Nous sommes tous interpellés. Difficile en tout cas de rêver d'un Burundi émergent et développé sans fruits.

Rédaction : Valère Niyokindi sous la coordination de Deogratias Niyonkuru et Katia Kamikazi

ADIP (Association pour la Dignité Paysanne)

Le 27 mars 2024

<https://adip-burundi.org/>